



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 17 décembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**VALFRANCE**

49 AVENUE G.CLEMENCEAU  
BP 50021  
60302 Senlis

Références : E/24-2848  
Code AIOT : 0006502969

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2024 dans l'établissement VALFRANCE implanté rue Louise Michel 77390 Verneuil-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 30/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALFRANCE
- rue Louise Michel 77390 Verneuil-l'Étang
- Code AIOT : 0006502969
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale du site de VALFRANCE à VERNEUIL L'ETANG (77) est la réception et le stockage de céréales, d'oléagineux, et d'autres produits du sol. Il effectue également du stockage en vrac

d'engrais solides et de produits phytosanitaires.

Le site dispose de cinq silos de stockage de céréales :

- le silo vertical béton n°2, composé d'une tour de manutention, de 10 cellules de stockage, et de 4 as de carreaux,
- le silo vertical béton n°3, composé de 5 cellules de stockage et de 2 boisseaux métalliques,
- le silo vertical béton n°4, composé d'une tour d'élévation, de 8 cellules de stockage, et de 3 as de carreaux,
- le silo vertical béton n°5, composé d'une tour de manutention, de 14 cellules de stockage, et de 4 as de carreaux,
- le silo vertical métallique n°6, composé d'une tour d'élévation, de 27 cellules de stockage et de 4 boisseaux.

L'exploitant a transmis un porter à connaissance concernant la construction de 6 silos plats supplémentaires.

L'effectif présent sur le site de Verneuil l'Etang est de 5 personnes de 8 h à 12 h, et de 13h30 à 17h30 du lundi au jeudi et le vendredi le site ferme à 16h30.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Suite inspection (Hors inspection 2021, non-traitée)	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 10.4	Demande d'action corrective	3 mois
6	Suite inspection	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Suite inspection	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
12	Moyens d'intervention en cas d'accident	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 9.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite inspection	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 5.2	Sans objet
3	Suite inspection	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 10.5	Sans objet
4	Suite inspection	AP Complémentaire du 09/03/2006, article 23	Sans objet
5	Suite inspection	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 4.2	Sans objet
7	Suite inspection	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 7.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Suite inspection	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 7.3	Sans objet
10	Moyens d'intervention en cas d'accident	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 9.1	Sans objet
11	Moyens d'intervention en cas d'accident	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 9.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre et dispose d'outils de gestion intéressants, qui ne sont pas toujours maîtrisés par le responsable du silo.

Des travaux sur les structures ont été réalisés récemment et l'exploitant se prépare à la construction de nouveaux silos augmentant les capacités de stockage de son site.

Des progrès sont à fournir sur la gestion et l'entretien des sondes thermométriques. Ce point sera susceptible de faire l'objet d'une mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Suite inspection

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/01/2010, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Circulation dans l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations. A cette fin, l'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture est implantée et aménagée de façon à permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel. L'accès à la route « Louise Michel » est interdite aux personnes étrangères aux activités céréalières du site par la pose d'une clôture, d'un portail et d'affiches.</p> <p>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non-conformité notable n°1 de l'inspection du 28 février 2020 :</b> L'établissement n'est pas clôturé sur la totalité de sa périphérie et il n'existe aucune signalisation conformément à l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral 10 DAIDD 1IC 008 du 6 janvier 2010.</p>

L'établissement est désormais clôturé sur sa périphérie et un panneau de signalisation a été apposé à l'entrée du site.

→ La non-conformité notable n°1 de l'inspection du 28 février 2020 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

## N° 2 : Suite inspection

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 10.4

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des conditions d'ensilage

### Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, etc.) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. L'exploitant définit, pour chaque produit qu'il stocke sur son site, les paramètres correspondant aux conditions « normales » afin de prévenir le risque d'auto-échauffement ou de combustion. Ces paramètres font partie de l'ensemble des points contrôlés par l'exploitant dans le cadre de l'exploitation de son silo et notamment dans le cadre de l'article 4 de l'arrêté ministériel « silos » modifié du 29 mars 2004. L'exploitant intègre ces dispositions dans les consignes de sécurité et procédures d'exploitation du site. La température des produits susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de sondes thermométriques fixes. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes. Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant. Il donne lieu à un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours. Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage. Les produits doivent être contrôlés en humidité avant ensilage et éventuellement après séchage de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.

### Constats :

**Non-conformité notable n°2 de l'inspection du 28 février 2020 :** La température est contrôlée par des systèmes de sondes thermométriques fixes. L'exploitant ne s'assure pas ni de la pérennité, ni de l'efficacité dans le temps de ces sondes conformément à l'article 10.4 de l'arrêté préfectoral n°10 DAIDD 11C 008 du 6 janvier 2010.

L'exploitant réalise et imprime des relevés de températures à périodicité hebdomadaire. Le registre a pu être consulté par l'inspecteur.

L'exploitant indique ne pas réaliser de contrôle pour s'assurer de la fiabilité de ses capteurs et n'utilise pas non plus de sonde témoin afin de vérifier le bon fonctionnement de ceux-ci.

Les relevés de températures présentés indiquent que certains capteurs sont hors service depuis le mois de novembre. L'exploitant indique qu'il attend que plusieurs capteurs soient en panne pour faire une réparation groupée. Une durée d'indisponibilité des capteurs de 6 mois apparaît cependant élevée vis-à-vis des risques engendrés.

L'exploitant ne s'assure pas de la pérennité, ni de l'efficacité dans le temps de ces sondes.

Post-inspection, l'exploitant a transmis les factures de travaux de remise en conformité de ses sondes thermométriques. Le suivi des étalonnages des sondes de température reste à pérenniser.

→ **La non-conformité notable n°2 de l'inspection du 28 février 2020 n'est pas levée et pourra faire l'objet d'une proposition de mise en demeure sans action concrète de l'exploitant.**

**Non-conformité notable n°3 de l'inspection du 28 février 2020:** *Le relevé des températures n'est pas périodique. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du contrôle des températures conformément à l'article 10.4 de l'arrêté préfectoral n°10 DAIDD 1IC 008 du 6 janvier 2010.*

L'exploitant réalise des relevés hebdomadaires et les imprime dans son registre. Les relevés sont existants et l'inspecteur a pu vérifier des relevés des mois d'avril, mai 2024 et novembre 2023.

→ **La non-conformité notable n°3 de l'inspection du 28 février 2020 est levée.**

**Non-conformité notable n°4 du 28 février 2020 :** *Les procédures en cas d'auto-échauffement ne sont pas connues des agents et ne sont pas appliquées conformément à l'article 10.4 de l'arrêté préfectoral n°10 DAIDD 1IC 008 du 6 janvier 2010.*

Le responsable du silo n'a pas une bonne connaissance de sa procédure en cas d'auto-échauffement. Il n'a pas su répondre aux questions de l'inspecteur sur les valeurs seuils des alarmes contrairement au responsable QSE ou sur les actions à mener en cas de dépassement des seuils.

Cependant aucun défaut d'application n'a pu être constaté le jour de l'inspection.

→ **La non-conformité notable n°4 du 28 février 2020 n'est pas levée. Ils convient que l'exploitant s'assure de la bonne formation de ses agents, plus particulièrement du chef de silo, qui pourraient être amenés à utiliser la procédure en cas d'auto-échauffement.**

**Non-conformité notable n°5 de l'inspection du 28/02/2020 :** *Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande ne sont pas équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé conformément à l'article 10.4 de l'arrêté préfectoral n°10 DAIDD 1IC 008 du 6 janvier 2010.*

Une alarme existe en cas de dépassement d'un premier seuil (30°C). Ce seuil indique à l'exploitant qu'un refroidissement et/ou transfert vers une autre cellule est nécessaire et une surveillance accrue.

D'après les procédures un autre seuil est défini à 50 ou 70°C respectivement pour les céréales et oléagineux. Le dépassement de ce dernier seuil engendre des actions d'urgence de la part de l'exploitant.

→ La non-conformité notable n°5 de l'inspection du 28/02/2020 est levée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

### N° 3 : Suite inspection

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 10.5

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

#### Prescription contrôlée :

Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

Le système d'aspiration est correctement dimensionné (en débit et en lieu d'aspiration). Afin de prévenir le risque d'explosion au niveau du dispositif de dépoussiérage, les dispositions suivantes sont notamment prises :

- tous les équipements (parties métalliques, associations métal / plastiques, manches des filtres.) sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles,
- le ventilateur d'extraction est placé côté « air propre » du flux,
- les manches des filtres font l'objet d'un contrôle régulier de leur usure ; une procédure précise la périodicité et les modalités de ce contrôle,
- les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur,
- les transporteurs à bande sont équipés de bande non-propagatrice de la flamme, Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la pénétration des poussières. Ils sont convenablement lubrifiés. Les organes mobiles risquant de subir des échauffements sont périodiquement contrôlés. Ils sont disposés à l'extérieur des installations qu'ils entraînent.

Conformément aux études de dangers élaborées par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes. En particulier, les dispositifs suivants sont installés :

Élévateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Disjoncteur thermique</li> <li>▪ Contrôleur de rotation</li> <li>▪ Contrôleurs de déport de sangles</li> <li>▪ Arrêt d'urgence</li> </ul>
Transporteurs à chaînes	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Disjoncteur thermique</li> <li>▪ Contrôleur de rotation</li> <li>▪ Sonde de bourrage</li> <li>▪ Arrêt d'urgence</li> </ul>
Transporteur à bande	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Disjoncteur thermique</li> <li>▪ Bande anti-statique</li> <li>▪ Bande non propagatrice de la flamme</li> <li>▪ Contrôleur de rotation</li> <li>▪ Contrôleurs de déport de bandes</li> <li>▪ Câble d'arrêt d'urgence</li> </ul>

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel.

Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.

L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident. L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Constats :

**Non-conformité notable n°6 de l'inspection du 28 février 2020 :** Les transporteurs à chaînes ne sont pas équipés de contrôleur de rotation conformément à l'article 10.5 de l'arrêté préfectoral n°10 DAIDD 1IC 008 du 6 janvier 2010.

L'exploitant a présenté une facture de travaux datant du 23/10/2020 justifiant que les contrôleurs de rotation ont été installés.

→ La non-conformité notable n°6 de l'inspection du 28 février 2020 est levée.

Remarque n°4 de l'inspection du 28 février 2020 : L'exploitant devra transmettre une attestation du test du mois de juin permettant de vérifier que les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement.

L'exploitant a réalisé un test de disjonctage de l'aspiration centralisée lors de la visite et de remise en place du disjoncteur. Le disjonctage du système d'aspiration a provoqué l'arrêt de la manutention.

Le démarrage de celle-ci n'était pas possible tant que l'aspiration était non-fonctionnelle.

→ La remarque n°4 de l'inspection du 28 février 2020 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 4 : Suite inspection**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/03/2006, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de fonctionnement. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques dont le registre de suivi est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  <i><b>Non-conformité n°1 de l'inspection du 28 février 2020 :</b> Les cases d'engrais ont l'air d'être nettoyées régulièrement d'après l'inspection et les informations transmises. Cependant, l'exploitant n'a pas mis en place de registre de nettoyage des cases d'engrais conformément à l'article 23 de l'arrêté préfectoral n°06 DAIDD 1IC 051 du 9 mars 2006.</i>  Le registre de nettoyage a été mis en place et consulté par l'inspecteur via le logiciel OGIV de l'exploitant. Les rondes du mois d'avril ont été faites régulièrement et les cases étaient bien tenues lors de la visite du local engrais.  → <b>La non-conformité n°1 de l'inspection du 28 février 2020 est levée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Suite inspection**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/01/2010, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EDD
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose d'une étude de dangers au sens des articles L.512-1 et R.512-6 du code de l'environnement. L'étude des dangers rédigée par l'exploitant est actualisée à l'occasion de toute modification notable soumise ou non à une procédure d'autorisation, telle que prévue à l'article R.512-33 du code de l'environnement, Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui peut demander une validation de certains aspects du dossier par un tiers expert soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant. Est notamment considérée comme modification notable devant donner lieu à actualisation immédiate de l'étude de dangers, toute modification propre aux installations ou liée à une évolution de l'environnement du site remettant en cause les distances d'éloignement par rapport aux habitations, aux immeubles occupés par des tiers, aux immeubles de grande hauteur, aux établissements recevant du public, aux voies de circulation (sauf les voies de desserte de l'établissement), aux voies ferrées ouvertes au transport de voyageurs ainsi qu'aux zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. La liste des produits stockés sera conforme à celle définie dans l'étude de dangers. Tout changement de produit ou de mode de stockage devra être signalé et l'exploitant devra justifier que ces modifications sont compatibles avec les mesures de prévention et de protection existantes.

<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non-conformité n°2 de l'inspection du 28 février 2020 :</b> L'exploitant devra transmettre un porter à connaissance afin d'actualiser l'ensemble des activités du site avec son classement ICPE. Conformément à l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral 10 DAIDD 1IC 008 du 6 janvier 2010, l'étude de dangers doit être actualisée à l'occasion de toute modification.</p> <p>L'activité de stockage de semence et d'ensachage tenue par la filiale de la société VALFRANCE a été déplacée sur un autre site. Il n'y a donc plus de non-conformité vis-à-vis de ce point.</p> <p>→ La non-conformité n°2 de l'inspection du 28 février 2020 est levée.</p> <p>Le jour de l'inspection les stocks d'engrais étaient bien plus faibles que les limites autorisées.</p> <p>Les rubriques ICPE du site ont été mises à jour par courrier préfectoral du 15 novembre 2016 mais pas n'ont pas encore été intégrées à l'arrêté préfectoral. Le site ayant fait l'objet d'un porter à connaissance sur la construction de nouveaux silos plats, une mise à jour des rubriques autorisées et des quantités associées sera à intégrer dans un nouvel arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

#### N° 6 : Suite inspection

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/01/2010, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection électrique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. [...] Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant remédie aux non-conformités dans les délais les plus brefs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non-conformité n°3 de l'inspection du 28 février 2020 :</b> L'exploitant n'a pas un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives et doit remédier aux non-conformités dans les délais les plus brefs conformément aux articles 6.2 et 6.3 de l'arrêté préfectoral 10 DAIDD 1IC 008 du 6 janvier 2010.</p> <p>Un rapport de contrôle des installations électriques datant de 2022 a été partiellement présenté sur la base de captures d'écran. L'exploitant semble prendre en compte les mesures correctives mais en l'absence des registres, rapports et fichiers de suivis complets, il est impossible de se prononcer.</p> <p>→ La non-conformité n°3 de l'inspection du 28 février 2020 n'est pas levée.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Suite inspection

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/01/2010, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage des installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes dispositions permettant de garantir cet état de propreté en toutes circonstances, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- surveillance de l'empoussièrement et mise en œuvre de dispositifs de nettoyage adaptés ;</li> <li>- équipements nécessaires au nettoyage affecté au site et présents en permanence ;</li> <li>- vérification et maintenance des installations participant à la maîtrise du niveau d'empoussièrement : efficacité du dispositif d'aspiration centralisée, étanchéité des capotages, efficacité des dispositifs de cantonnement de poussières (portes avec le système de fermeture automatique...)</li> </ul> <p>En période de collecte, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir la fréquence de nettoyage.</p> <p>L'ensemble de ces dispositions fait l'objet de consignes et l'exploitant s'assure de leur diffusion auprès du personnel et de leur stricte application.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non-conformité n°4 de l'inspection du 28 février 2020 :</b> <i>L'exploitant n'a pas pris toutes dispositions permettant de garantir cet état de propreté en toutes circonstances conformément aux articles 7.2 et 10.3 de l'arrêté préfectoral 10 DAIDD 1IC 008 du 6 janvier 2010. Les fosses devront être nettoyées. Les étages des silos devront faire l'objet de vérifications plus régulières et en cas de fuites les étages devront être nettoyés.</i></p> <p>Le registre des rondes de nettoyage du mois de mai des silos 4 et 5 a été consulté. Les rondes de nettoyages ont été réalisées. La visite sur le terrain du silo 4 a permis de constater la bonne tenue du silo en termes de propreté.</p> <p>→ La non-conformité n°4 de l'inspection du 28 février 2020 est levée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Suite inspection

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/01/2010, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée ; elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention.</p>

Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat. Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt et mise en sécurité des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc,
- les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinés à vérifier le respect des conditions prédéfinies. Pour les interventions par points chauds dans les silos, pendant la phase de maintenance ou de modification d'une installation, l'exploitant s'assure de l'arrêt total au minimum des moyens de manutention et d'aspiration du silo concerné. Les zones dans lesquelles ont lieu les travaux, sont entièrement dépoussiérées dans un rayon suffisant, défini par l'exploitant dans le permis de feu délivré pour l'occasion.

À l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée. Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée. En outre, dans le cas d'intervention sur les équipements concourants à la maîtrise des risques visés à l'article 4.8 du présent arrêté, l'exploitant s'assure à l'issue des travaux que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

#### **Constats :**

***Non-conformité n°5 de l'inspection du 28 février 2020 :*** Les travaux doivent faire l'objet d'un permis feu. L'exploitant ne retranscrit pas toutes les informations nécessaires conformément aux dispositions prévues à l'article 8 de l'arrêté préfectoral n° 10 DAIDD 1IC 008 du 6 janvier 2010

3 permis de feu ont été contrôlés lors de l'inspection en l'occurrence les permis des 11/04/2023, 12/04/24 et 22/04/2024. Ces permis mentionnent les informations requises par l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 06/01/2010.

Les horaires de fin de travaux étaient clairement reportés.

Cependant la première surveillance des installations concernées par les travaux doit être réalisée 30 minutes après la fin des travaux d'après la procédure « établir un plan de prévention et un permis de feu » du 06/10/2021. Or pour 2 des 3 permis feu contrôlés par l'inspecteur, la ronde a lieu 1 heure après la fin des travaux.

La liste des signataires des permis de feu n'est pas formalisée dans un document.

→ La non-conformité n°5 de l'inspection du 28 février 2020 est levée.

**Observation n°20240522-1 :** L'exploitant ne réalise pas de surveillance des installations concernées par un permis feu dans les délais définis par sa procédure.

**Observation n°20240522-2 :** L'exploitant formalisera la liste des personnes habilitées à signer les permis de feu.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Suite inspection

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/01/2010, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement des structures
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé au moins une fois par an. En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi est mené (analyse du béton, résistance, ferrailage...) et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i>Remarque n°2 de l'inspection du 28 février 2020 : L'exploitant devra transmettre le bon d'intervention de la réparation du répartiteur du silo 4.</i></p> <p>Par courrier du 16/10/2020 l'exploitant avait transmis les justificatifs qui n'appellent pas de remarque.</p> <p>→ La remarque n°2 de l'inspection du 28 février 2020 est levée.</p> <p>Remarque n°3 de l'inspection du 28 février 2020 : L'exploitant devra transmettre le rapport du contrôle des structures des silos 3, 4 et 5 dès réception. L'inspection rappelle que conformément à l'article 7.3 de l'arrêté préfectoral n° 10 DAIDD 1IC 008 du 6 janvier 2010, en cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi doit être mené (analyse du béton, résistance, ferrailage...) et, le cas échéant, l'exploitant doit prendre les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.</p> <p>La visite du site a permis de constater des travaux récents sur les structures des silos. L'exploitant a fait consolider les cellules par la pose d'arceaux de renforcement horizontaux. Les cellules ne présentent pas de trace apparente de fissuration ou de dégradation.</p> <p>Les derniers contrôles visuels annuels de l'exploitant ne mentionnent plus les non-conformités de 2020.</p> <p>→ La remarque n°3 de l'inspection du 2 février 2020 est levée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Moyens d'intervention en cas d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/01/2010, article 9.1
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipement de protection contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement est pourvu de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie sont correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles font l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.</p> <p>L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.</p> <p>La défense interne des locaux contre l'incendie est réalisée au moins par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>° Des extincteurs portatifs, répartis à l'intérieur des locaux, et les lieux présentant des risques spécifiques, implantés à proximité des dégagements et bien visibles.</li> </ul> <p>Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.</p> <p>Des colonnes sèches en matériaux incombustibles et conformes aux normes et aux réglementations en vigueur. Une borne incendie (moyen public) située dans la rue Papin</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose d'une bache incendie 240 m<sup>3</sup>.</p> <p>Le registre des contrôles annuels des extincteurs indique un dernier passage le 15 mai 2024. Les colonnes sèches ont été contrôlées en juin 2023 suite à une remise en état (suivi des non-conformités des contrôles précédents) du 19/03/2024.</p> <p>Un exercice de manœuvre du SDIS77 a eu lieu le 09/04/2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Moyens d'intervention en cas d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/01/2010, article 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inertage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les capacités de stockage béton fermées (cellules et as de carreaux) des silos béton sont conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie.</p> <p>Des vannes avec des sections compatibles permettant une injection de gaz sont installées sur les trappes en pied des cellules fermées des silos béton.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir disposer de gaz inerte dans les délais compatibles avec une intervention dans une cellule béton fermée du site. Une procédure d'intervention accompagne la mise en oeuvre de ces dispositifs en précisant notamment la localisation et les caractéristiques du système mis en place.</p> <p>Sont également mentionnés dans cette procédure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les consignes à suivre pour disposer de gaz inerte, notamment en distinguant les différents types de feux (de surface ou à coeur de cellules) ;</li> <li>-le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte ;</li> </ul>

<p>-les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer ce gaz. Celles-ci doivent être disponibles à tout moment, et mises à jour aussi souvent que nécessaire.</p> <p>La procédure d'intervention est associée à l'utilisation de ce dispositif d'inertage en cas de phénomène d'autoéchauffement débutant dans une cellule béton fermée. L'ensemble des moyens d'inertage doit faire l'objet d'une organisation permettant d'en assurer leur caractère opérationnel en permanence.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un contrat avec Air Liquide lui permettant d'être livré en azote en 2 à 5h. Les silos disposent de points d'inertages et l'exploitant a identifié les difficultés liées aux différences de diamètre des raccords et dit disposer du matériel nécessaire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : Moyens d'intervention en cas d'accident

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/01/2010, article 9.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes générales d'intervention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Consignes générales d'intervention Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel et affichées. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter : " le plan des installations avec indication :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître</li> <li>- les mesures de protection définies à l'article 10 de l'AM du 29/03/04 modifié</li> <li>- les moyens de lutte contre l'incendie les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours "les stratégies d'intervention en cas de sinistre " la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement la procédure d'inertage</li> </ul> <p>L'exploitant doit s'assurer à l'avance, de la mise à disposition rapide en cas d'incident ou d'accident :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des moyens nécessaires pour surveiller et contrôler l'évolution de la situation (visualisation des zones chaudes, taux des gaz de combustion CO et O<sub>2</sub>, ...) dans la ou les cellules en feu,</li> <li>- des moyens nécessaires à la surveillance des températures dans les cellules susceptibles d'être impactées, par effet domino de l'incident ou exposées au risque d'auto-échauffement,</li> <li>- des moyens de lutte contre l'incendie, notamment pour ce qui concerne les réserves d'émulseurs, et de gaz inerte le cas échéant , et pour ce qui concerne l'éventuelle réalisation de piquages supplémentaires,</li> <li>- de moyens nécessaires pour réaliser dans un délai court une vidange sûre des cellules,</li> <li>- ainsi que des moyens organisationnels associés. Les dispositions correspondantes figurent dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence citées ci-dessus.</li> </ul> <p>Le personnel y compris intérimaire et saisonnier est formé à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site. L'exploitant réalise tous les deux ans un exercice d'incendie de silo, afin de vérifier l'efficacité des dispositions contenues dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence. L'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours sont informés</p>

préalablement de la date de cet exercice. Cet exercice doit notamment permettre de vérifier l'efficacité des dispositions organisationnelles, des moyens de lutte contre l'incendie, et le cas échéant, des moyens mis en place pour inertiser les cellules. A l'issue de chaque exercice, un compte-rendu et un bilan des actions correctives sont rédigés, consignés dans un registre et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un POI et de plusieurs procédures (intervention en cas d'incendie, consignes de sécurité,...). Ces procédures précisent la procédure d'inertage, les moyens de lutte contre l'incendie, les plans des installations,...

La multiplication des procédures rend cependant difficile l'accès rapide à l'information et malgré la disponibilité des documents sur "OGIV", le responsable de site a des difficultés à trouver les documents réclamés et à identifier la localisation de l'information à l'intérieur des documents.

L'exploitant n'a pas pu fournir les justificatifs de formation de son personnel, ce suivi ayant été transféré au pôle RH.

Le dernier exercice incendie date du 06/02/2024 ce qui n'appelle pas de remarque.

**Observation n°20240522-3 : L'exploitant doit pouvoir justifier des formations du personnel du site à la conduite des installations et aux risques associés.**

**Observation n°20240522-4 : L'exploitant dispose de procédures mais son personnel n'est pas formé à leur mise en application.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

